

# Rapport d'Orientation Budgétaire

## 2024

---

### *LES ARCS SUR ARGENS*

---

<b>LE CONTEXTE NATIONAL</b>	<b>3</b>
<b>LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024 (PLF24)</b>	<b>4</b>
<b>QUEL BILAN 2023 POUR LES FINANCES DE LA COMMUNE ?</b>	<b>6</b>
<b>MAINTIEN DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT MALGRE LE SUCCESSION DES CRISES INTERNATIONALES</b>	<b>6</b>
<b>DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT SOUS PRESSION, EN BAISSSE EN 2023</b>	<b>7</b>
<b>DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN HAUSSE, GARANTISSANT NOTRE CAPACITE D'ACTION</b>	<b>8</b>
<b>LA COMMUNE CONSERVE SA CAPACITE A EMPRUNTER</b>	<b>9</b>
<b>LES PERSPECTIVES ET OBJECTIFS POUR 2024</b>	<b>10</b>
<b>MAITRISER FERMEMENT LA HAUSSE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>10</b>
<b>ACCELERATION DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>11</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>12</b>

La tenue du rapport d'orientation budgétaire (R.O.B.) est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants. Il constitue un moment essentiel de la vie de la collectivité locale.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative, en facilitant les discussions sur les évolutions de la commune préalablement au vote du budget primitif.

A l'occasion du rapport d'orientation budgétaire, sont définies la politique d'investissement de la collectivité et sa stratégie financière.

Il permet un focus chaque année afin d'évaluer la réalisation des annonces faites et les effets sur le long terme des choix financiers pris.

# Le contexte national

## *Le contexte économique*

Depuis 2020, l'économie française, comme l'ensemble des économies du monde, est marquée par des événements de grande ampleur modifiant profondément sa trajectoire de croissance.

Si les années 2020 et 2021 ont été dominées en grande partie par l'épidémie de Covid et les réponses sanitaires et budgétaires, avec en cascade des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, 2022 a été l'année de la crise énergétique, de la guerre en Ukraine et du retour de l'inflation.

L'aplatissement de la trajectoire du PIB en 2022 reflète donc une reprise manquée, voire une forme de « récession » par rapport à la reprise dynamique « post-Covid » qui était attendue. Bien que la croissance trimestrielle ne soit pas passée en territoire négatif, l'ampleur des chocs subis (énergie, incertitude et tensions géopolitiques, difficultés d'approvisionnement) a conduit à réduire la croissance du PIB de la France de -1,6 point (de 4,1 % initialement prévu en octobre 2021 à 2,5 % réalisé) en 2022, ce qui en temps normal aurait été diagnostiqué comme à une récession.

En 2023, avec une inflation encore élevée (+5,2 % en 2023 comme en 2022) et un contexte marqué par la forte remontée des taux d'intérêt directeurs de la BCE, la croissance du PIB serait de 0,9 %. L'année 2024 serait l'année de la baisse de l'inflation (+3,3 % en moyenne annuelle et 2,3 % en glissement annuel en fin d'année) mais la croissance resterait modeste (+0,8 %) en raison de la pleine matérialisation des effets des hausses des taux d'intérêt directeurs. Selon certains observateurs, l'effet de la politique monétaire amputerait la croissance du PIB de -0,9 point en 2024 (après -0,4 point en 2023).

La santé économique d'un pays est souvent considérée en fonction de l'évolution de son PIB (produit intérieur brut). De 2016 à 2019, le PIB a évolué de +1,1% à +2,3%. La crise sanitaire a fortement impacté l'économie française, portant le PIB à une baisse de -7.9% en 2020. En 2021, le contrecoup s'est élevé à +6.8%. Pour 2022, l'évolution est revenue à un peu plus de 2% et devrait être proche de 1% sur l'année 2023. En 2024 la prévision est proche de celle de 2023.

L'inflation quant à elle est restée stable à un niveau bas durant de nombreuses années, même pendant la période de pandémie, avec +0.2% en 2020. L'inflation a repris en fin d'année 2021 pour se situer à un niveau annuel de +1.6%. En 2022, l'inflation a cru à un niveau très fort. En 2023, l'inflation totale s'établirait à 5,8 %, et l'inflation hors énergie et alimentation à 4,2 %. L'inflation devrait encore être élevée au début de l'année 2024 mais refluerait progressivement au cours de l'année pour atteindre sur une année pleine un peu moins de 3%.

Concernant l'investissement, les projections pour 2024 portent sur le premier semestre, malgré des taux d'intérêts élevés.

## ***Les principales dispositions du projet de Loi de finances pour 2024***

La Loi de finances prévoit de réduire le déficit public à 4,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2024, après 4,9% en 2023. Le déficit budgétaire de l'État atteindrait 146,9 milliards d'euros (+2,4 milliards par rapport au texte initial). La part de la dette publique se stabiliserait à 109,7% du PIB. Ces objectifs de déficit s'inscrivent dans la trajectoire fixée par la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027. En 2024, le montant du périmètre des dépenses de l'État est estimé à 491,9 milliards d'euros.

### ***En matière d'énergie,***

La loi met en œuvre la sortie progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique en faveur des ménages, des entreprises et des collectivités locales. En vigueur depuis 2022, le bouclier tarifaire pour l'électricité est maintenu. Pour les particuliers clients résidentiels, le gouvernement prévoit le maintien du bouclier tarifaire pour limiter la hausse de l'électricité à au plus 10%. Les ménages résidant dans des structures collectives (HLM, copropriétés...) pourront bénéficier de l'aide complémentaire des boucliers gaz et électricité collectifs. Le texte permet également au gouvernement de mettre en œuvre le bouclier tarifaire pour l'électricité pour les micro-entreprises ou petites collectivités éligibles aux tarifs réglementés de vente de l'électricité ainsi que de prolonger le dispositif d'amortisseur électricité.

Pour financer en partie ces mesures, la taxe sur les profits exceptionnels des producteurs d'électricité est prolongée d'un an mais modifiée. Le prélèvement de l'État est limité à 50% de la rente des énergéticiens, contre 90% en 2023.

### ***Les mesures pour la transition écologique***

La loi de finances pour 2024 fait de la transition écologique sa priorité, en particulier concernant :

- La rénovation de logements et de bâtiments privés comme publics (renforcement de MaPrimeRénov' pour accélérer les rénovations d'ampleur, aide MaPrimeAdapt' pour financer la réalisation des travaux d'adaptation du logement pour les personnes âgées ou handicapées...) ;
- Le verdissement du parc automobile (durcissement de la fiscalité applicable aux véhicules polluants, nouvelle taxe sur les concessions d'autoroutes et

aéroportuaires, prolongation jusqu'en 2027 de la réduction d'impôt accordée aux entreprises qui mettent à disposition de leurs salariés une flotte de vélos...J ;

- La compétitivité verte avec la création d'un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte - C3IV.

## *Les mesures pour les collectivités*

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est élaboré avec une attention particulière portée aux collectivités territoriales, reconnaissant leur rôle essentiel en tant que premier investisseur public et acteur clé de la transition écologique. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est augmenté de plus de 200 millions d'euros par rapport à 2023. Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros. La hausse d'environ 200 millions d'euros de la DGF des communes doit permettre à 60% des communes de la voir augmenter en 2024. La hausse de 220 millions d'euros par rapport à 2023, est destinée principalement au financement de la croissance des dotations de péréquation.

La DSU (dotation de solidarité urbaine) sera elle en hausse de près de 500 000 euros (elle passe de 15,5 millions à 16 millions).

L'attribution de compensation sera stable autour de 2,4 millions d'euros car il n'y a pas eu de transfert de compétence en 2023.

Les outils de péréquation (FPIC et FSRIF) sont bousculés, dans leurs modalités de répartition, par la réforme du potentiel financier.

Concernant le FPIC, ce sont les groupements intercommunaux de moins de 100 000 habitants qui sont gagnants.

Concernant le FSRIF, les communes gagnantes sont plutôt celles de 500 à 10 000 habitants ainsi que Paris. Il devrait donc y avoir une légère baisse. Le FSRIF est estimé à 4,5 millions.

En matière d'écologie et de développement durable, en 2024, l'Etat continuera les actions pour accélérer la transition écologique dans les territoires, avec des fonds d'investissements aussi appelé « fonds vert ». Ce fonds devrait permettre de soutenir les projets des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique. Il visera notamment à soutenir :

- La performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, etc.),
- L'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, re-naturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission, etc.).
- Il portera également le financement de la stratégie nationale pour la biodiversité.

# Quel bilan 2023 pour les finances de la commune ?

---

## *Maintien du programme d'investissement malgré la succession de crises internationales*

Nous l'avons rappelé, le contexte national et international impacte directement nos investissements.

Néanmoins, les bons résultats budgétaires des années passées nous permettent de maintenir un haut niveau d'investissement.

Depuis le début du mandat à fin 2023, **18 800 000 € ont été dépensés** en travaux, acquisition foncières, achat de matériel et études dont 5 400 000 pour l'année 2023.

Quelques exemples :

**Matériel : 1 315 743 €**, notamment pour l'achat d'une balayeuse, de véhicules, des rosalies, matériel pour désherbage alternatif (broyeurs de végétaux, désherbeur de chemin), mobilier du scolaire et crèche.

**Etude et travaux : 8 837 032 €**, concernant entre autres la requalification de l'avenue des Laurons, de l'avenue des 13 Lorguais, du boulevard de la Liberté, la réhabilitation de la tour médiévale, la modernisation des aires de jeux, l'entretien des bâtiments et des écoles, l'étude pour les travaux de consolidation de l'église, la modernisation du matériel informatique, la réhabilitation du site de Sainte Cécile, la rénovation énergétique de l'hôtel de Ville, du Château Morard et des écoles et l'entretien de la voirie.

**Foncier : 1 846 530 €**, notamment pour l'acquisition du local de la Police Municipale, de la maison Caligari, de la maison Auber, de 2 locaux au 20 rue de la République, de la propriété Maybank (Fonds Barnier), garage jouxtant le bureau de la Police Municipale, diverses acquisitions de terrains (Ott, SNCF, Ortelli) et dernièrement de la Ferme à Saint-Jean (Pellegrino).

**Dotation d'investissement : 275 793 €**, concernant les subventions façade, les équipements RSO (composteur, récupérateur d'eau) et le soutien aux associations.

**Logiciel : 229 510 €**, avec notamment l'acquisition ou la modernisation de nouveaux logiciels de gestion des activités de la commune (cantines scolaires, GRC, etc.), du matériel (VOIP, géolocalisation, programme numérique à l'école).

Les dépenses réelles d'investissement ont été de 4 459 000 € en 2023 (hors travaux en régie et remboursement de la dette).

Un montant significatif pour une commune de la taille des Arcs. La municipalité a donc poursuivi en 2023, sans freiner, son programme de modernisation de la commune.

## ***Des dépenses de fonctionnement sous pression, en baisse en 2023,***

Les dépenses réelles de fonctionnement ont sensiblement diminué en 2023 en passant de 8 368 727 € à 8 022 816 €.

Cette baisse est générée par la baisse des charges de personnel.

### **Les charges de personnel en baisse**

Evolution des effectifs :

Les effectifs (en équivalent Temps Plein) au 31 décembre 2023 :

Mairie :

- 93,17 titulaires
- 14,78 non titulaires permanents
- 2,43 non titulaires non permanents

CCAS :

- 5,80 titulaires
- 0,86 non titulaire permanent

Un agent a été transféré de la Commune vers le CCAS. On observe une relative stabilité avec un départ à la retraite au cours de l'année 2023

Les charges de personnel s'élevaient à 4 658 091 € en 2022 et sont en 2023 de 4 361 458 €, soit une baisse de 296 633 €.

La baisse des charges de personnel s'explique par un certain nombre de postes vacants. Les charges 2024 devraient être la hausse.

La commune poursuit son engagement dans le maintien d'une offre de services publics conséquente, tout en maîtrisant au plus juste les effectifs communaux nécessaires.

### **Les charges à caractère général en hausse**

Les charges à caractère général s'élevaient à 1 973 595 € en 2022 et sont en 2023 de 2 090 000 €, soit une augmentation de 116 405 €.

Cette augmentation repose principalement sur l'augmentation des prix matières premières, notamment pour l'alimentation et l'énergie.

## **L'amende SRU pèse toujours sur le budget communal**

Malgré les efforts consentis par la commune pour produire des logements sociaux, et dans la mesure où les objectifs fixés par l'Etat sont inatteignables, la commune est à nouveau carencée. Cette carence engendre un prélèvement de près de 240 000 € par an sur le budget de la commune par les services de l'Etat.

Grâce à un travail d'optimisation de nos dépenses liées aux logements sociaux, cette somme devrait être ramenée à 0 € en 2024, comme elle l'avait été en 2023.

Toutefois cette optimisation a ses limites et le montant de nos dépenses déductibles risque de ne pas suffire à compenser la totalité des prélèvements jusqu'à la fin du mandat.

## ***Des recettes de fonctionnement en hausse, garantissant notre capacité d'action***

Les lois de finances successives n'ont cessé de réduire les dotations de l'Etat aux communes. Dans ce contexte la consolidation des recettes est un véritable enjeu pour la commune.

Les recettes réelles de fonctionnement de l'année sont de 9 339 000 €, soit en hausse de 517 000 € par rapport à 2022.

### **Les dotations de l'État stabilisées.**

Le chapitre des dotations de l'Etat (DGF Dotation Globale de Fonctionnement, DSR Dotation de Solidarité Rurale et DNP Dotation Nationale de Péréquation) est en hausse de 84 000 € pour s'établir à 1 153 000 €.

## **La très bonne dynamique du marché immobilier sur la commune génère de nouvelles recettes**

Rappelons qu'avec la suppression de la taxe d'habitation, la commune a perdu un levier important de valorisation de ses recettes.

Le travail engagé depuis plusieurs années par la commune pour mieux actualiser les valeurs locatives des biens immobiliers ainsi que la bonne dynamique du marché (nombre de transactions immobilières et valeur de ces transactions) permet de générer une hausse de recettes.

Les recettes des impôts fonciers sont en hausse de 456 723 € pour un montant de 5 470 466 € sans que la commune n'ait augmenté son taux de taxe foncière.



La dynamique du marché immobilier citée ci-dessus reste bonne car le village est toujours très attractif mais elle connaît toutefois un ralentissement dû au contexte macro-économique (hausse des taux, etc.). Du fait de cette baisse du nombre de transactions immobilières, les recettes liées aux droits de mutation sont en baisse de 216 000 € pour s'établir à 521 000€.

Les recettes globales des taxes et impôts s'établissent pour 2023 à 6 890 000€ pour 6 490 000€ en 2022, soit 400 000€ de hausse.

## ***La commune conserve sa capacité à emprunter***

La dette de la commune s'élève à ce jour à 9 970 000 €.  
Ceci représente 1 252 € / habitant à ce jour.

La commune a réalisé 3 nouveaux emprunts pour 2,7 millions d'euros.  
Le coût financier des intérêts d'emprunt est passé de 107 000 € en 2022 à 236 000 € en 2023.

Le nombre d'années nécessaires à rembourser la totalité de la dette est calculé comme suit : Stock de la dette / capacité d'autofinancement (différence entre RRF recettes réelles de fonctionnement / Dépenses Réelle de Fonctionnement)

Soit : 9 975 342 € / 2 342 225 € = 4,26 années

La capacité de désendettement se maintient donc très largement en dessous des ratios prudentiels. Le seuil d'alerte de durée de désendettement pour une commune se situant à 11-12 ans.

Notre capacité d'emprunt reste « ouverte » afin de poursuivre nos investissements en respectant cette gestion prudentielle de la dette pour que l'endettement ne soit pas lié à un risque de surendettement.

## ***Des bilans positifs pour 2023***

	Recettes	Dépenses	Résultats
Fonctionnement	10 045 400	8 022 816	<b>+ 2 022 584</b>
Investissement	6 464 401	5 434 211	<b>+ 1 030 190</b>
Total	16 386 545	11 908 296	<b>+3 052 774</b>

Comme la commune se l'était fixé pour objectif, **le budget annuel de fonctionnement est à nouveau excédentaire de deux millions d'euros cette année.**

Grâce aux bilans positifs des années antérieures et au bon résultat de 2023, **une réserve de fonctionnement de 5 635 000 € a été constituée.**

**Cette gestion prudente et anticipatrice** portée depuis plusieurs années permet à la commune de disposer de réserves pour absorber une petite partie de l'impact de l'inflation.

## LES PERSPECTIVES ET OBJECTIFS POUR 2024

---

En ces temps de crise, la commune se félicite d'avoir un budget sain et excédentaire. Néanmoins, il ne faut pas minimiser l'impact très fort qu'aura l'inflation sur les résultats de 2024.

Il est en effet impossible de reporter l'intégralité des hausses de coûts de fonctionnement sur l'administré. La commune devra donc absorber la majeure partie de cette hausse des coûts et donc diminuer ses excédents.

### ***Maîtriser fermement la hausse des dépenses de fonctionnement***

#### **En 2024, maintien des services à la population malgré les coûts exponentiels**

La municipalité fait le choix de ne pas se désengager en cette période de crise. **Elle maintient donc l'intégralité de ses services aux Arcois**, et ce quel qu'en soit le coût de fonctionnement.

Certes, cela représente un poids financier, mais il s'agit d'être encore plus présent au côté de la population dans les moments les plus difficiles.

#### **Perspectives pour le budget communal**

Charges à caractère général (011) : compte tenu de l'inflation, du maintien des services et de l'ouverture du musée de Sainte Cécile ces charges seront en hausse, inévitablement.

Masse salariale (012) : la masse salariale doit impérativement continuer à être maîtrisée. Elle connaîtra une évolution inéluctable à la hausse compte tenu de l'ensemble des facteurs exogènes :

- Dispositif pluriannuel PPCR (Parcours Professionnel Carrière et Rémunérations)

- GVT (Glissement - Vieillesse - Technicité)
- Augmentation du point d'indice au 01/01/2024 qui a pour conséquence la modification des grilles indiciaires
- Recrutement sur les postes vacants

Redevances : La prise en compte de l'inflation ne pourra être écartée de l'actualisation des prix de nos services. Elle sera ajustée au plus juste de la réalité de l'augmentation des coûts et devrait être inférieure à l'inflation.

## ***Accélération des investissements***

Comme cela a déjà été présenté en 2023, nous estimons que les temps difficiles que nous traversons ne doivent pas pénaliser le développement de notre commune.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement de 18 millions d'euros que nous avons fixé comme feuille de route du mandat, sera donc tenu et largement dépassé puisque le montant des investissements est à ce jour de 18 800 00 €.

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de cette année 2023 et permettra la finalisation des programmes engagées en 2023.

Le montant inscrit au budget 2024 sera supérieur à 7 millions d'euros.

En complément de ces éléments, les investissements suivants ont été retenus pour cette année :

- Rénovation Hôtel de ville
- Réhabilitation Sainte Cécile - Phase II
- Réhabilitation groupes scolaires
- Concours Maitrise d'œuvre Complexe Sport et Loisirs
- Renfort vidéoprotection
- Confortement des chapelles Saint Roch et Saint Pierre
- Création de deux terrains de Padel
- Travaux à la cantine
- Sécurisation de la crèche
- Renfort boucle locale ENEDIS (Mandela)
- Acquisitions foncières
- Sécurisation des biens vacants et travaux péril imminent
- Etude Entrées de ville et signalétique
- Sécurisation informatique
- Modification PLU
- Sécurisation du clocher de l'église Saint-Jean

# CONCLUSION

---

La municipalité pense que dans ces temps de crise, le rôle de la puissance publique est de soutenir l'activité et de conserver le cap qu'elle s'est fixé.

Le bilan de l'année 2023 illustre cet engagement avec un haut niveau d'investissement et l'année 2024 s'inscrit en plein dans sa continuité.

Et dans ce contexte il faut savoir être prudent. C'est pourquoi de gros efforts sont faits pour encadrer au plus juste la hausse des dépenses de fonctionnement afin de maintenir des marges de manœuvre budgétaires.

En conclusion, la commune affiche un bilan financier robuste, témoignant de la vision stratégique de l'équipe municipale pour assurer le bien-être de la communauté tout en posant des bases solides pour l'avenir.